

# Le livre d'un communiste refondateur : stratégie en question

dimanche 4 novembre 2007, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2007).

**Dans son dernier livre, *Refondation, pour une nouvelle force à gauche* [1], Roger Martelli (PCF, refondateur) verse une contribution intéressante qui appelle le débat.**

Sommaire

- [Une ou deux gauches ?](#)
- [Alternative... institutionnell](#)

Le point de départ de la réflexion de Roger Martelli, c'est « la gauche », pas la question sociale, les évolutions du capitalisme globalisé, les évolutions du salariat ou la dynamique de la lutte de classe, mais « la gauche ». Il s'interroge : « *Faut-il s'accrocher à cette notion de gauche ?* » Et, plus loin : « *Il est des moments où l'on ne sait plus très bien où est la droite et où est la gauche.* » Il reconnaît aussi « *plusieurs pôles* » ou « *plusieurs orientations* », mais dans une seule gauche ! Du coup, il épouse un bilan globalement positif des expériences du Front populaire des années 1930 ou de l'Union de la gauche des années 1960, sans prendre en compte la contradiction entre la dynamique des mouvements sociaux, des luttes, de la grève générale de Juin 36, par exemple, et la politique des directions socialiste et communiste, qui ont subordonné le mouvement de masse au respect des institutions de l'État et à des accords avec la classe patronale.

Tout logiquement, Roger Martelli rejette aussi catégoriquement l'idée des « deux gauches », formule jugée « *trop statique* ». Elle ne prendrait pas en compte « *toutes les évolutions possibles* ». Mais, en l'écartant, il ne prend pas la mesure des changements qualitatifs que connaît la gauche actuelle, avec l'intégration toujours plus grande de la social-démocratie au sommet de l'État et dans les cercles dirigeants du capitalisme. Ce processus sépare de plus en plus la gauche sociale-libérale de la gauche anticapitaliste. Bien sûr, on ne doit pas laisser le drapeau de la gauche au social-libéralisme. Il faut aussi, à chaque fois, proposer l'unité d'action à toutes les forces de gauche contre les attaques du capital, mais on ne peut construire une alternative ou une formation gouvernementale avec le social-libéralisme. Cette question nous a d'ailleurs séparés dans les collectifs antilibéraux, et Roger Martelli n'y répond toujours pas, comme il reste étrangement silencieux sur la participation du Parti de la refondation communiste, en Italie, au gouvernement du social-libéral Romano Prodi.

## Une ou deux gauches ?

Roger Martelli évoque aussi une série de formules pour parler de la révolution : « *abolir* », « *changements brutaux* », « *changement brusque par en haut, inexorablement voué à l'omnipotence de l'État* », « *substitution du marché par l'État* ». Ces formules, il les a peut-être soutenues par le passé mais, pour les marxistes, il y a, au centre des processus révolutionnaires, non pas l'État, mais la mobilisation, l'auto-organisation, l'émancipation des travailleurs et, concernant la conquête du

pouvoir par les classes populaires, la destruction de la vieille machine d'État et la démocratie socialiste.

En voulant se dégager de cette conception « étatiste » de la révolution, il nous sert une version de la transformation sociale qui, elle, n'est pas des plus nouvelles. Ainsi : « *C'est aussi du cœur des institutions, par un travail conséquent sur les contradictions, par la définition du projet, en s'appuyant sur les mouvements critiques, que l'on parviendra à se dégager de la nasse meurtrière du réalisme d'adaptation et de l'incantation protestataire.* » Pour lui, les institutions sont « au cœur » et les mouvements critiques « en appui » ! Cette place centrale des institutions s'accompagne d'une vision de la révolution comme un long processus, où les moments de basculement, de rupture, sont évacués de la pensée politique. Nous ne savons pas ce que seront les révolutions du xxi<sup>e</sup> siècle. À la LCR, nous avons insisté sur l'importance des phases préparatoires et leur caractère nécessairement conscient, majoritaire et démocratique, mais la révolution n'est pas une longue transition en douceur qui évite les affrontements de classes centraux.

Sur un autre plan, Roger Martelli avance l'idée d'appropriation publique ou d'appropriation sociale mais, là encore, c'est comme si, progressivement, après une longue cohabitation de secteurs marchands et non marchands, on pouvait changer petit à petit « *le rapport de force entre la sphère privée et la sphère publique* ». Il n'aborde pas les nécessaires incursions dans la propriété capitaliste, l'expropriation des grands groupes économiques, bref, le changement de propriété comme une question décisive dans un processus de transformation sociale.

### **Alternative... institutionnelle**

Les conceptions stratégiques de Roger Martelli ont aussi à voir avec son bilan du stalinisme et du PCF. On trouve bien, dans le livre, un coup de chapeau à ceux, qui « *comme Trotsky, affirment qu'il y avait dans l'avènement du stalinisme quelque chose qui relève du concept de "contre-révolution"* », mais l'auteur reste prisonnier d'une conception qui considère l'histoire communiste du court XX<sup>e</sup> siècle comme celle d'un « *mouvement communiste* », celle du « *soviétisme* », et il continue à sous-estimer la coupure stalinienne.

Roger Martelli s'est inscrit dans une série de tentatives de réforme du PCF. Mais c'était illusion de croire que le stalinisme pouvait être réformé. L'appréciation qu'il peut porter de Georges Marchais, l'un des premiers staliniens de France dans les années 1970, est d'ailleurs étonnante : « *Si Marchais avait alors saisi lui-même le drapeau de la rénovation, il avait les moyens d'impulser un mouvement pouvant relancer la machine communiste, à un moment où cette relance de l'intérieur était encore possible* » ! Malgré les crimes staliniens, les trahisons de Mai 68, les responsabilités directes du PCF dans le soutien à la politique de la bureaucratie soviétique...

Aujourd'hui, il rompt avec cette histoire, mais il a aussi tendance à jeter le bébé avec l'eau du bain, à condamner le stalinisme - mille fois, oui -, mais à rejeter en même temps la Révolution russe. Il faut, bien entendu, revisiter l'histoire des premières années de la Révolution russe, des erreurs de Lénine et de Trotsky mais, de là à identifier la rupture révolutionnaire - réduite à la « révolution par le haut » - à une dégénérescence fatale, il n'y a plus qu'un pas que Roger Martelli franchit souvent...

Surtout, ce rejet de la « rupture révolutionnaire » s'accompagne d'une valorisation du bilan du PCF, comme une « *tentative de concilier la prise de partie anticapitaliste radicale et l'implication gestionnaire* », qui fait la part belle à cette intégration du PCF dans les institutions. Roger Martelli regrette même que « *le PCF n'[ait] jamais eu l'occasion d'élargir cet équilibre original à la gestion gouvernementale* ». Il ne s'agit pas de sous-estimer la conquête de positions dans les institutions, mais on sait que, dans l'histoire, cette « implication gestionnaire du PCF » a conduit à participer à

une série de coalitions ou de gouvernements qui n'ont fait que gérer les affaires de l'État et des classes dominantes. Bref, ce que Roger Martelli considère comme un atout, c'est le réformisme du PCF. Ce débat nous intéresse. Les questions posées par l'auteur sont les bonnes, mais ses réponses et les nôtres montrent de réelles différences stratégiques.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge numéro 2225 du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

---

## **Notes**

[1] Éditions Regards, 160 pages, 9 euros.